

Centrafrique : l'Irak donne à réfléchir.

A lire la presse internationale, les djihadistes de l'Etat islamiste en Irak et au Levant seraient à 100 kilomètres de Bagdad, après avoir pris le contrôle des villes de Mossoul et de Takrit.

Créées en 2006, ces milices chiites tentent de reconquérir l'intégralité de l'Irak aux sunnites. Contrairement aux thèses simplistes les populations musulmanes ne sont ni unies ni homogènes. L'islam est traversé par des courants antagoniques, mais présente un visage unique face aux mécréants.

La situation irakienne éclaire d'un jour nouveau les perspectives historiques d'évolution de la crise centrafricaine. Cinq constats permettent de comprendre cela.

1 – Les djihadistes ont mis à profit le retrait total des forces américaines pour lancer leur offensive. Dans l'intervalle, ils se sont réarmés, mobilisés et entraînés en attendant le moment opportun.

2 – Ils ont bénéficié de l'appui logistique et financier des Etats islamistes environnants, au premier plan desquels l'Iran.

3 – Ils ont attaqué en profitant de la faiblesse politique du pouvoir irakien et de la faiblesse morale de l'armée irakienne, orpheline de l'allié américain.

4 – L'objectif final des milices djihadistes est la conquête de Bagdad d'abord, pour en faire la capitale du nouveau Califat abbaside, et la totalité du pays ensuite.

5 – Pour construire ce nouvel Etat, les djihadistes ont développé une stratégie visant à prendre le contrôle des ressources stratégiques locales, pétrolières en particulier. D'où la conquête de Mossoul et de sa région. Une économie de guerre se cristallise en effet par la mise sous tutelle des ressources susceptibles de procurer des moyens légaux ou illégaux de paiement afin de prendre en charge les parties du territoire sous contrôle, en prenant la relève efficace de l'ancien.

La lecture des postulats ci-dessus permet de mieux cerner la stratégie développée par les rebelles de l'ex-alliance Séléka. La menace et la dénégation, simultanée et alternative, de la partition du pays est un leurre. Leur objectif principal demeure le même : reconquérir le pouvoir total à Bangui.

L'installation de leur état-major militaire à Bambari est une situation provisoire, en attendant le retrait en septembre prochain des forces multinationales de la Sangaris. Cette implantation provisoire leur permet surtout de garder sous contrôle les ressources minières du nord-est du pays, pétrole, uranium, diamants et pierres précieuses, etc. C'est, pour eux, une carte maîtresse pour des négociations politiques futures.

Les autorités de la transition, qui n'ont qu'une vague idée de cette stratégie, ont le tort de ne point vouloir le désarmement forcé de tous les groupuscules armés, les ex-Séléka, les anti-Balaka et autres. Le moment venu, elles s'en repentiront, hélas trop tardivement. De même, leur propension à vouloir tout de suite se réinscrire dans le processus de Kimberley ne fait que favoriser la stratégie décrite ci-dessus ; les ex-Séléka et anti-Balaka et autres trafiquants pourront désormais commercialiser sans entrave les stocks à leurs dispositions, privant ainsi l'Etat des ressources minières nécessaires à sa politique de reconstruction et de redressement économique de la RCA.

Quant à la palanquée des hommes politiques centrafricains, anciens protagonistes des régimes politiques défunts qui se déclarent aujourd'hui candidats à la candidature suprême de février 2015,

elle ferait mieux de s'inventer dès à présent une vraie politique de reconquête de la liberté et de l'indépendance nationale, au lieu de jouer les boy-scouts de la réconciliation à tout crin.

Sauf à être balayé demain, l'idéal est d'aller aujourd'hui à l'union des forces de progrès excluant par avance tous ceux qui, par leur conduite politique antérieure et leurs turpitudes propres, ont conduit le pays dans l'impasse actuelle. Ils sont légion !

Paris, le 13 juin 2014

Prosper INDO